

Pétrole mauritanien

FAUT-IL RÊVER?

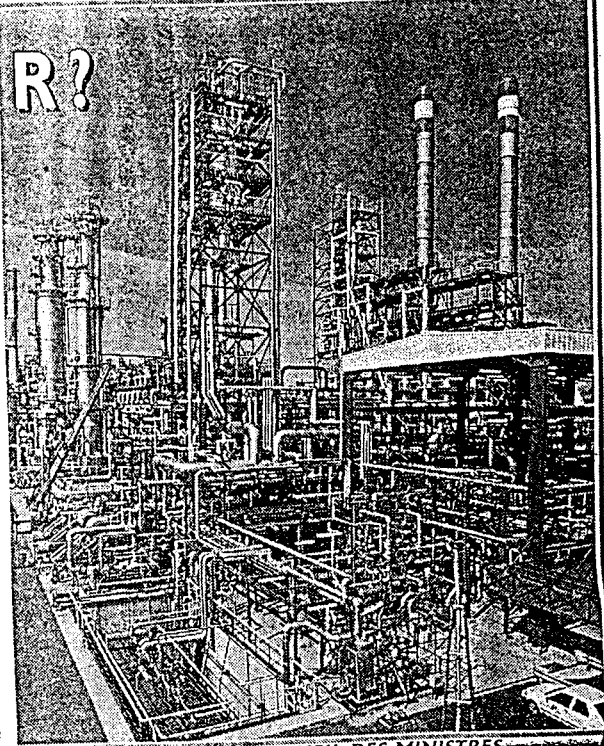
2005 est aux portes! Elle correspond à la date butoir donnée officiellement dans sa déclaration de politique générale faite le 29 janvier dernier à l'Assemblée Nationale par le Premier ministre Me Sghair Ould M'Bareck comme début de l'exportation de l'or noir mauritanien.

Pour un pays pauvre à l'instar du nôtre, c'est une perspective enchanteuse parce que synonyme d'espoir de sortir de la pauvreté en élevant le produit intérieur brut. Car en toute logique, l'accroissement des richesses doit se répercuter sur le pouvoir d'achat des citoyens. C'est ce qui fait que de nombreux citoyens misent beaucoup sur cette future manne sur laquelle ils ont bâti leurs rêves.

Elle a rendu la plupart d'entre eux optimistes quant à l'avenir du pays. D'ailleurs, certains compatriotes installés à l'étranger com-

mencent envisager sérieusement le retour définitif au pays tablant sur une éventuelle évolution des conditions matérielles qui vont s'opérer dans le pays. Evolutions qui vont faciliter la vie des populations en rendant meilleur leur quotidien. Mais cet optimisme est-il de rigueur? Le pétrole mauritanien satisfera-t-il toutes les ambitions nourries en son endroit? En tout cas, en se référant aux exemples de pays de la région qui ont pu, jusque-là, exporter leur pétrole, on ne peut que tempérer ses ardeurs quant aux retombées directes sur les populations locales. Les pays comme l'Angola, le Nigeria, le Cameroun, le Congo Brazzaville et plus récemment le Tchad disposent de pétrole. Toutefois ses incidences se sont avérées minces. Et ces pays caracolent toujours en peloton de tête des pays les plus sous-développés.

Suite en page 3



AL DERNIER CONSEIL DES MINISTRES

Faut-il rêver?

Ainsi, ceux qui croient que d'un seul coup, à la manière d'une baguette magique, ils s'enrichiront avec le pétrole, se trompent lourdement. Car le partage du gâteau a déjà commencé.

Les firmes exploratrices ont depuis leur arrivée et au stade des recherches préliminaires créé des besoins qui ont conduit à la mise en place de sociétés de sous-traitance. Ces sociétés constitueront les entreprises qui vont bénéficier des futures marchés à pourvoir.

Etant donné l'expérience qu'elles ont déjà acquises, elles n'auront aucun mal à s'imposer et donc à garder leurs positions de monopole. Par ailleurs, l'argent investi par les firmes sera certainement prélevé sur les revenus pétroliers. Il faut plusieurs années pour que ces multinationales puissent amortir leurs investissements. Ce qui implique que l'Etat mauritanien ne disposera pas de la totalité de l'argent généré par les revenus du pétrole. Cependant, quoiqu'il en soit les quelques millions qui vont revenir au Trésor public seront d'un grand apport.

Ils permettront à l'Etat

d'accroître substantiellement ses moyens. S'ils sont bien gérés et répartis équitablement, les citoyens mauritaniens peuvent en goûter les dividendes. On devrait donner la priorité à l'équipement du pays et à son infrastructure (routes, électrification, eau potable, santé, etc.) Des efforts financiers doivent être consentis afin de subventionner les denrées alimentaires de première nécessité.

L'Etat devrait veiller aussi à garantir le crédit à tout le monde afin que chaque citoyen qui a un esprit d'initiative puisse s'épanouir. Le pays regorge de diplômés et de gens plein d'idées auxquelles il ne manque pour faire germer les initiatives que des moyens financiers. L'agriculture devrait être privilégiée afin de créer des ressources de substitution.

Le pétrole étant une richesse épuisable. Et il faut également songer à la constitution d'un fonds stratégique pour les générations futures. Il ne faudrait pas qu'on dilapide tout, en laissant une ardoise salée à nos enfants. C'est ainsi que l'espoir est permis en s'interdisant tout gaspillage en optant résolument pour la rationalisation.

BA Youssouf